



Conseil Départemental de l'Action Sociale Réunion du 21 octobre 2021

Monsieur le président,

Que réclament les agents en matière d'Action Sociale ?

Ils réclament des réponses à leurs questions, des prestations de qualité, correspondant à leurs besoins, facilement accessibles dans les domaines du logement, des aides financières, de la restauration, des aides et prestations pour la petite enfance, des vacances et des loisirs et qui puissent les aider à faire face aux situations difficiles.

De très nombreux agents en activité ou en retraite bénéficient ou ont bénéficié au moins d'une prestation d'action sociale, peut-être même sans le savoir (Prestations ALPAF, AGRAF, EPAF, restauration, ...)

Mais depuis des années, le Secrétariat Général n'a de cesse de vouloir démanteler l'action sociale des ministères économiques et financiers, de détricoter ce qui a été bâti au fil des ans en particulier depuis 1989, par l'administration avec les représentants des personnels pour les agents, à leur demande et au plus près d'eux. C'est ainsi que s'est construit le réseau DÉPARTEMENTAL, avec à sa tête un (e) délégué et un.e ou plusieurs assistant.e.s., un vrai réseau de proximité réactif que nombre de ministères nous jalouent aujourd'hui faute d'avoir fait les mêmes choix en leur temps.

Mais un réseau que le secrétariat général veut régionaliser, et organiser selon des pôles métiers.

Pour répondre aux attentes des agents ?

L'agent qui se retrouve en difficulté est-il prêt à exposer sa situation à des interlocuteurs multiples qu'il ne connaît pas, avec qui il n'a pas eu le temps de nouer une relation de confiance ?

Non, la régionalisation semble davantage être le moyen de supprimer des emplois, de ne pas remplacer les personnels qui partent à la retraite.

Les DDFiP ont déjà largement compliqué la mission des délégués en verrouillant leur communication, en les privant de leurs prérogatives qui leur permettaient de faire une promotion réactive des prestations proposées. Petit à petit, c'est un niveau de management supplémentaire qui s'est instauré, un niveau qui les brime et les démotive.

Pour Solidaires Finances, ce que nous propose le secrétariat général n'est qu'une nouvelle étape de la casse de l'action sociale.